

COMMUNIQUE DE PRESSE

Politique pour les personnes sans abri et mal logées :

Oui, Monsieur le Premier Ministre, nous sommes déçus et nous voulons continuer à négocier !

Ce n'est pas sans raison que le Premier Ministre a considéré ce matin qu'il était normal que les associations soient déçues, à l'issue de sa rencontre avec elles. Effectivement, les 27 associations de solidarité engagées depuis le 18 décembre dans la définition d'une politique publique à l'égard des personnes sans abri et mal logées, font part de leur déception devant les propositions du Premier Ministre.

Les associations considèrent que ces propositions ne sont pas de nature à améliorer radicalement les conditions de vie des personnes sans abri et mal logées, qu'elles ne sont pas en mesure de fluidifier l'ensemble de la chaîne qui va de l'hébergement au logement. Cette insuffisante mobilisation de l'Etat face à un problème aussi grave est inacceptable.

Le Premier ministre a pourtant réaffirmé ce matin qu'il reprenait à son compte les orientations des associations, à savoir :

- engager une politique de prévention pour interrompre les processus qui conduisent à la rue ;
- aider les personnes sans abri à sortir de la rue ;
- appliquer la loi sur le droit opposable au logement.

Mais les moyens annoncés ne permettront pas de mettre en œuvre ces orientations. Au moment de passer aux actes, le gouvernement se dérobe.

Ainsi :

- Alors que le nombre de logements insalubres à traiter est de 600.000, le Premier Ministre annonce un plan de réhabilitation de 100.000 logements en 4 ans.
- Alors que des milliers de personnes vivent à la rue et qu'il faudra du temps pour résorber la crise du logement, aucune création de place d'hébergement n'est programmée.
- Alors que les objectifs 2007 de création de logement social prévu dans le Plan de cohésion sociale n'ont pas été atteints, on ne décèle aucune volonté politique de tenir les engagements de 2008. Les associations attendaient un signal plus fort pour une augmentation sensible du logement social et des mesures qui annoncent une rupture.
- Alors qu'elles constituent un mode de logement alternatif particulièrement adapté aux besoins de certaines personnes, l'objectif de création de maison-relais reste celui du Plan d'action renforcé pour les personnes sans abri (PARSA) et les délais de réalisation sont sans cesse allongés.

A l'issue du travail effectué depuis le 18 décembre, les associations ont évalué l'effort financier pour initier une véritable rupture dans la politique de l'hébergement et du logement à plus de 1,5 milliard d'euros pour l'année 2008. Avec les 250 millions annoncés ce matin, le compte n'y est pas.

Les associations reconnaissent toutefois un changement de méthode et un effort réel sur des points importants : établir pour la première fois un diagnostic partagé de la situation, mieux connaître les besoins des personnes, se fixer des objectifs à long terme, se donner les moyens d'évaluer les actions engagées, renforcer le rôle des préfets, etc. Mais cela reste insuffisant.

C'est pourquoi les associations de solidarité demandent au gouvernement de compléter immédiatement ses mesures. Elles lui demandent d'afficher en actes une réelle volonté politique pour en finir avec le scandale des personnes à la rue et mal logées.

**D'ores et déjà, les associations annoncent
une première mobilisation nationale
le jeudi 21 février 2008**

Les associations signataires :

Association des Cités du Secours Catholique,
Association Emmaüs,
Centre d'Action Sociale Protestant (CASP),
Collectif Les Morts de la Rue,
Croix-Rouge française
Emmaüs France,
Enfants de Don Quichotte,
Fédération d'Aide à la Santé Mentale Croix-Marine,
Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL),
Fédération de l'Entraide Protestante,
Fédération nationale des Centres Pact Arim,
Fédération nationale Habitat & Développement,
Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS),
Fédération Nationale des Associations Solidaires d'Action avec les Tsiganes et les Gens du voyage (FNASAT-Gens du voyage),
Fondation Abbé Pierre,
Fondation de l'Armée du Salut,
Fédération française des Equipes Saint Vincent
France Terre d'Asile,
Habitat et Humanisme,
Les petits frères des Pauvres,
Les Restaurants du Cœur,
Mouvement ATD (Aide à Toute Détresse) Quart Monde,
Secours Catholique,
Union Nationale des Amis et des Familles de Malades Psychiques (UNAFAM),
Union des professionnels de l'hébergement social (UNAFOS),
Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes (UNHAJ),
Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS)

Contacts presse :

Anne Degroux, Uniopss : 01 53 36 35 06
Sylvaine Villeneuve, Fnars : 01 48 01 82 32
Nicolas Derobert, FEP : 01 48 74 53 84